C.4

Catalogue 85-002

Juristat

Service Bulletin
Bulletin de service

Statistics Canada
Statistique Canada

Canadian Centre for Justice Statistics
Centre canadien de la statistique juridique

APR 20 1990
LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Price: Canada $3.70, $37.00 a year.
Other countries: $4.40, $44.00 a year.

Vol. 10 No. 5

Violent Offences by Young Offenders, 1986-87 to 1988-89

Data from the Youth Court Survey conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics show that, in 1988-89, more than 7,000 cases involving charges of a violent nature as the principal charge were dealt with by youth courts in Canada. Of those cases, 95% continued to be dealt with as violent offence cases, and seven in ten cases resulted in guilty findings. During the three years from 1986-87 to 1988-89, 13% of all cases brought before youth courts in the ten jurisdictions covered in this analysis contained a violence-related charge as the most significant offence.

Other highlights include:

- Violent offence cases as a group represent approximately 13% of the total caseload processed in youth courts between the years 1986-87 to 1988-89.
- The caseload related to violent offences increased by 10% from 1986-87 to 1988-89 (compared to an increase of 3% for all cases brought before youth courts during that period). Assaults accounted for most of the increase between 1986-87 and 1988-89.
- The majority of young persons appearing before youth courts for violent offences in 1988-89 were males (83%); 89% were between 14 and 17 years of age. This profile corresponds with the general profile of all young persons charged with a federal offence (in 1988-89, 84% were males and 88% were between 14 and 17 years of age).
- Approximately 72% of all violence-related cases heard in youth courts from 1986-87 to 1988-89 resulted in guilty findings.

April 1990
ISSN 0715-271X

Prix: Canada $3.70, $37.00 par année.
Autres pays: $4.40, $44.00 par année.

Vol. 10, No 5

Infractions contre la personne commises par des jeunes contrevenants, 1986-1987 à 1988-1989

Les données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse menée par le Centre canadien de la statistique juridique révèlent que les tribunaux de la jeunesse du Canada ont entendu en 1988-1989 plus de 7 000 causes concernant, comme principale accusation, des accusations contre la personne. De ces causes, 95 % ont continué d'être traitées comme des causes relatives à des infractions contre la personne, et sept causes sur dix ont donné lieu à des verdicts de culpabilité. Pour la période de trois ans de 1986-1987 à 1988-1989, 13 % de toutes les causes portées devant les tribunaux de la jeunesse dans les dix secteurs de compétence faisant l'objet de la présente analyse se rapportaient à une infraction contre la personne comme infraction la plus importante.

Voici d'autres faits saillants:

- L'ensemble des causes relatives à des infractions contre la personne représentait environ 13 % du total des causes traitées dans les tribunaux de la jeunesse entre les années 1986-1987 et 1988-1989.
- Le nombre de causes relatives à des infractions contre la personne a augmenté de 10 % de 1986-1987 à 1988-1989 (comparativement à une hausse de 3 % pour l'ensemble des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse pendant cette période). Les voies de fait rendaient compte de la majeure partie de l'augmentation entre 1986-1987 et 1988-1989.
- En 1988-1989, la plupart des adolescents comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions contre la personne étaient des jeunes de sexe masculin (83 %); 89 % étaient âgés entre 14 et 17 ans. Ce profil correspond au profil de l'adolescent accusé d'une infraction à une loi fédérale (en 1988-1989, 84 % des jeunes personnes étaient de sexe masculin et 88 % étaient âgées entre 14 et 17 ans).
- Environ 72 % de toutes les causes relatives à des infractions contre la personne entendues dans les tribunaux de la jeunesse entre 1986-1987 et 1988-1989 se sont traduites par un verdict de culpabilité.

Avril 1990
ISSN 0715-271X

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada

Publication autorisée par le ministre des Approvisionnements et Services Canada

- Of those cases with guilty findings during the three-year period, 27% received, as the most serious disposition, secure or open custody (usually from one to six months); 53%, a term of probation (typically of seven to twelve months); 8% a fine; and 5%, a community service order.

Introduction

The introduction of the *Young Offenders Act (YOA)* in 1984 changed, in many fundamental respects, the organization and delivery of youth justice services in Canada. The Act is based on four key principles that strike a balance between the needs of young people and the interests of society:

(1) young people are responsible for their behaviour and should be held accountable in a manner appropriate to their age and maturity;

(2) society has a right to protection from illegal behaviour and a responsibility to prevent criminal conduct by young people;

(3) in view of their special needs, young people may require not only supervision, discipline and control but also guidance and assistance; and

(4) young people have the same rights as adults to due process of law and fair and equal treatment, including the right to participate in deliberations that affect them, the right to the least interference with their freedom that is compatible with the protection of society and their own needs, and the right to be informed of their rights and freedoms.

In addition, the Act holds that while they should be held accountable for their actions, young persons should have special rights and guarantees. The Act allows alternatives to judicial proceedings and limits judicial discretion by clearly defining sentencing options and by setting maximum penalties. It also gives the Court greater control over the application and review of dispositions.

Violent offence cases can contain one or a combination of the following offences which are ranked by degree of severity: (1) murder and manslaughter; (2) attempted murder; (3) sexual assault; (4) non-sexual assault; (5) robbery; (6) offences related to the use or possession of weapons, firearms and explosives; (7) other violent offences such as kidnapping, extortion and criminal negligence. For analytic purposes, we will consider that the response of the youth court to a charge can range in seriousness from dismissal to transfer to adult court. Once a young person has been found guilty by a youth court, there is a wide array of *YOA* defined dispositions that can be imposed from absolute discharge to secure custody. However, a disposition must not result in punishment greater than the maximum penalty an adult would receive for a similar offence. In addition, any disposition or combination of dispositions must not exceed a

- Des causes ayant donné lieu à un verdict de culpabilité durant la période de trois ans, 27 % comportaient, comme décision la plus grave, le placement sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert (habituellement de un à six mois); 53 %, une ordonnance de probation (habituellement de sept à douze mois); 8 %, une amende; et 5 %, une ordonnance de travaux communautaires.

Introduction

L'entrée en vigueur de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (*LJC*) en 1984 a eu pour effet de modifier, sous bien des aspects fondamentaux, l'organisation et la prestation des services juridiques pour les jeunes au Canada. Quatre principes fondamentaux sous-tendent la Loi et visent à concilier les besoins des jeunes et l'intérêt de la société:

(1) les adolescents doivent assumer la responsabilité de leurs actes, et devraient avoir à en rendre compte d'une manière conforme à leur âge et à leur degré de maturité;

(2) la société a le droit de se protéger contre toute conduite illicite et a la responsabilité de prévenir le comportement criminel des adolescents;

(3) compte tenu de leurs besoins spéciaux, les adolescents ont besoin non seulement de surveillance, de discipline et d'encadrement, mais également de conseils et d'assistance; et

(4) les adolescents ont les mêmes droits que les adultes en matière de garanties procédurales et d'égalité devant la loi, y compris le droit de participer à la prise des décisions les concernant; le droit de ne souffrir que d'un minimum d'entraves à leur liberté, compte tenu de la protection de la société et leurs besoins; et le droit d'être informés de leurs droits et libertés.

De plus, la Loi stipule que bien que les adolescents doivent assumer la responsabilité de leurs actes, il faut leur accorder des garanties et des droits spéciaux. La *LJC* permet des mesures de rechange aux procédures judiciaires et limite le pouvoir judiciaire discrétionnaire en déterminant clairement les décisions pouvant être prononcées et en établissant des peines maximales. La Loi accorde également au tribunal la compétence de l'exécution et de la révision des décisions.

Les causes relatives à des infractions contre la personne peuvent contenir, par ordre décroissant de gravité, un ou plusieurs éléments suivants: (1) meurtre et homicide involontaire coupable; (2) tentative de meurtre; (3) agressions sexuelles; (4) agressions non sexuelles; (5) vol qualifié; (6) infractions reliées à l'utilisation ou la possession d'armes, d'armes à feu et d'explosifs; (7) autres infractions contre la personne telles que l'enlèvement, l'extorsion et la négligence criminelle. Pour fins d'analyse, nous considérons que le prononcé du tribunal de la jeunesse relativement à un chef d'accusation peut aller, en termes de gravité, du rejet de l'accusation au renvoi de la cause à un tribunal pour adultes. Une fois que l'adolescent est déclaré coupable par le tribunal de la jeunesse, il existe une vaste gamme de décisions définies dans la *LJC* qui peuvent être imposées, de la libération inconditionnelle au placement sous garde en milieu fermé. Toutefois, une décision ne doit pas entraîner une peine plus rigoureuse que la peine maximale dont est passible

maximum of two years for one offence (three years for offences for which an adult offender would be liable to life imprisonment), three years for multiple offences, or a fine of $1,000.

un adulte qui a commis la même infraction. De plus, toute décision ou toute forme combinée de décisions ne doit pas dépasser une durée maximale de deux ans pour une seule infraction (trois ans pour une infraction pour laquelle un adulte serait passible d'une peine d'emprisonnement à vie) et de trois ans pour plusieurs infractions ou l'imposition d'une amende de 1 000 $.

Data Collection and Methodology

The Canadian Centre for Justice Statistics, with the collaboration of provincial and territorial government departments responsible for youth courts, conducts a Youth Court Survey (YCS). The survey collects information on court processes and generates statistics on three types of counts: charges, cases and persons.

Survey reporting forms for charges laid against young persons are completed by court clerks. In some jurisdictions, completed survey forms are mailed directly to the Canadian Centre for Justice Statistics, while others forward the data on tape.

All records are then submitted to an automated edit process. For those records that fail the edit process, values in data fields are checked against the original form, and, if problems still remain, a follow-up with the court or a focal point is made. Updated data fields are then re-submitted to the edit process.

Once all the data are error free, the records are retained in master charge files organized by fiscal year using the date of disposition. Two other files are derived from this master file: a person file is created by linking together records using the identifier code, date of birth and sex; a case file is created by linking together persons (identifier codes, date of birth and sex) with the same court code and date of first appearance.

The present study on violent offences has been done using the "case" and "person" master files. More precisely, the analysis pertaining to caseload and court response to violent offences is based on the case master file. The demographic profile of young offenders charged for violent offences has been derived from the person master file. A case can contain one or more charges against a youth which are presented in court on the same date. For example, in 1988-89 the average number of charges per case for all groups of offences was about 2. A person means a young offender having one or more cases adjudicated during the particular fiscal year. In 1988-89, the ratio was 1.5 cases per young person (1.1 for violence-related cases).

Collecte des données et méthodologie

Avec la collaboration des ministères provinciaux et territoriaux responsables des tribunaux de la jeunesse, le Centre canadien de la statistique juridique mène une Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ). L'enquête permet de recueillir des renseignements sur les procédures judiciaires des tribunaux et de produire des statistiques sur trois types de dénombrement: les chefs d'accusation, les causes et les personnes.

Les formulaires de déclaration des accusations portées contre les jeunes contrevenants sont remplis par les greffiers audienciers. Dans certains secteurs de compétence, les formulaires sont postés directement au Centre canadien de la statistique juridique, tandis que d'autres les font parvenir sur une bande magnétique.

Tous les enregistrements sont ensuite soumis à un contrôle automatique. Lorsqu'un enregistrement est rejeté au contrôle, les valeurs figurant dans les zones de données sont comparées à celles inscrites sur le formulaire initial et, si le problème persiste, on assure un suivi auprès des tribunaux ou des coordonnateurs de collecte. Les zones de données mises à jour font ensuite l'objet d'un autre contrôle.

Lorsque tous les renseignements sont exempts d'erreur, ils sont versés dans des fichiers-maîtres des chefs d'accusation organisés par exercice financier. C'est la date à laquelle le tribunal a rendu une décision à l'égard d'une cause qui détermine pour quel exercice financier cette dernière doit être déclarée. Deux autres fichiers sont ensuite élaborés à partir de ce fichier-maître: un fichier des personnes est créé en couplant les enregistrements dont le code d'identification, la date de naissance et le sexe sont identiques; un fichier des causes est créé en couplant les chefs d'accusation portés contre une personne (codes d'identification, date de naissance et sexe) dont le code de tribunal et la date de première comparution sont identiques.

La présente étude sur les infractions contre la personne a été réalisée à l'aide des fichiers-maîtres sur les "causes" et sur les "personnes". Plus précisément, l'analyse relative au nombre de causes et à la réponse des tribunaux aux infractions contre la personne est basée sur le fichier-maître des causes. Toutefois, le profil démographique des adolescents accusés d'avoir commis des infractions contre la personne a été tiré du fichier-maître des personnes. Une cause peut contenir un ou plusieurs chefs d'accusation contre un adolescent qui sont présentés devant le tribunal à la même date. Par exemple, en 1988-1989, le nombre moyen de chefs d'accusation par cause pour tous les groupes d'infractions était d'environ 2. Une personne désigne un jeune contrevenant ayant une ou plusieurs causes jugées au cours de l'exercice financier. En 1988-1989, le rapport était de 1,5 cause par adolescent (1,1 dans le cas des causes relatives à des infractions contre la personne).

Interpretation Notes and Data Limitations

The representativeness of the statistics derived from the Youth Court Survey (YCS) is subject to a number of limitating factors. For example, case counts categorized by most serious offence will underestimate less serious offences in multiple charge cases. Therefore, the data collected by the YCS must be interpreted as indicative rather than as definite measures of volume and case characteristics.

A major weakness of the Youth Court Survey has been the exclusion of Ontario court data. In addition, court data from the Northwest Territories have not been included since the 1985-86 fiscal year because of collection problems. Some courts that do participate in the survey may also be undercounting the number of young persons, cases related to each person, or charges within each case reported. Whenever possible, the jurisdictions notify the Program of reporting problems or anomalies, but not all jurisdictions can verify the accuracy of Youth Court information. In most provinces/territories the information systems, either manual or automated, are not capable of compiling counts comparable to those defined and reported by the YCS. It is expected that this situation will improve as automated information systems compatible with YCS are put into place.

In addition to procedural differences between provincial and territorial jurisdictions responsible for the application of the *YOA*, the following factors may also have influenced the data. In 1984, Parliament established at 12 years old the minimum age that a young person could be charged under the *YOA*. In April 1985, the maximum age was set at 17 years old (up to the 18th birthday). Prior to that date, the maximum age varied across jurisdictions from 17 in Quebec and Manitoba, to 16 in British Columbia and Newfoundland, to 15 in all other provinces and territories. A precise age range (12 to 17 inclusive) across the country has affected the volume of cases and the profile of young offenders appearing before youth courts. Also, a 1986 amendment made failure to comply with dispositions (other than custody and detention for treatment) a punishable offence under the *YOA*. Prior to this amendment, most of these matters were dealt with through a special review process (under section 33 of the *YOA*) and therefore not counted in the YCS. Section 33 was also repealed by the 1986 amendments and failure to comply with a community disposition is now captured by the YCS as any other charge.

The analysis presented in this report is to describe the violent offences trend so it is essential to use comparable data, that is, cases involving youths defined by the same minimum and maximum age

Interprétation et limites des données

La représentativité des statistiques tirées de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) est soumise à certains facteurs de limitation. Par exemple, les comptes des causes classées selon l'infraction la plus grave représenteront une sous-estimation du nombre d'infractions moins graves dans les causes comportant plusieurs chefs d'accusation. Par conséquent, les données recueillies dans le cadre de l'ETJ doivent être considérées comme des indicateurs plutôt que comme des mesures définitives du nombre de causes et des caractéristiques des causes.

Une importante faiblesse de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse est l'exclusion des données sur les tribunaux de l'Ontario. De plus, les données sur les tribunaux des Territoires du Nord-Ouest sont exclues depuis l'exercice financier 1985-1986 en raison des problèmes de collecte des données. Il se peut également que certains tribunaux qui participent à l'enquête sous-estiment le nombre d'adolescents, de causes liées à chaque personne ou de chefs d'accusation portés dans chaque cause. Dans la mesure du possible, les secteurs de compétence informent les responsables du Programme des problèmes de déclaration ou des anomalies. Toutefois, ce ne sont pas tous les secteurs de compétence qui peuvent confirmer l'exactitude des données de l'ETJ. Dans la plupart des provinces et territoires, les systèmes d'information, soit manuels soit automatisés, ne permettent pas de compiler des comptes comparables à ceux définis et diffusés par l'ETJ. Il est vraisemblable que cette situation s'améliorera à mesure que des systèmes d'information automatisés compatibles avec l'ETJ seront mis en place.

En plus des différences en matière de procédures judiciaires entre les secteurs de compétence provinciaux et territoriaux chargés de l'application de la *LJC*, les facteurs décrits ci-dessous peuvent aussi avoir influencé les données. En 1984, le Parlement a fixé à 12 ans l'âge minimum auquel un adolescent pouvait être accusé en vertu de la *LJC*. En avril 1985, l'âge maximum était fixé à 17 ans (c.-à-d. jusqu'au 18e anniversaire). Auparavant, l'âge maximum variait d'un secteur de compétence à l'autre; il était fixé à 17 ans au Québec et au Manitoba, à 16 ans en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve et à 15 ans dans le reste des provinces et territoires. La définition précise d'un groupe d'âge (12 à 17 ans, inclusivement) à travers le pays a influencé le nombre des causes et le profil du jeune contrevenant comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse. De plus, en vertu d'un amendement apporté à la Loi en 1986, le défaut de se conformer à une décision (autres que le placement sous garde et la détention pour traitement) était considéré comme une infraction punissable. Au préalable, la plupart de ces questions étaient traitées par l'entremise d'un processus spécial d'examen (en vertu de l'article 33 de la *LJC*) et par conséquent n'étaient pas recueillies dans l'ETJ. L'article 33 a également été abrogé à la suite des modifications de 1986 qui font en sorte que le défaut de se conformer à une sentence de services communautaires est pris en considération comme tout autre chef d'accusation dans l'ETJ.

L'analyse présentée dans ce rapport ayant pour objet de décrire les tendances relatives aux infractions contre la personne, il est donc essentiel d'examiner des données comparables, c.-à-d. des causes impliquant des adolescents

limits. Clearly, 1984-85 must be excluded from our comparisons to the current year, and 1985-86 as well because the data may refer to cases defined by differing maximum age limits. This occurs because cases commenced in one fiscal year (e.g. 1984-85) may be completed and reported in the following fiscal year (e.g. 1985-86). In effect, the increase in volume due to the higher maximum age limit in 1985-86 is dampened by this carry-over. For these reasons the base year for this study is 1986-87 rather than 1985-86.

Overview of Violent Offence Cases, 1986-87 to 1988-89

A violent offence was the principal charge in 13.5% of all cases recorded in youth courts in 1988-89.

During 1988-89, 7,256 out of a total of 53,819 cases recorded in youth courts involved a violent offence as the principal charge (i.e. the most serious charge for a case upon entering the youth court process). Over the three-year period covered in this analysis, the proportion of all cases with violent offences increased marginally, from 12.7% in 1986-87 to 13.5% in 1988-89 (see Figure 1). Figure 2 shows that, in 1988-89, approximately three out of five cases involved property-related offences, and close to one in seven cases involved other Criminal Code offences such as escaping custody and failure to appear. In 1988-89, there were 4.5 times more cases involving a property offence as the most serious charge than cases involving a violence-related offence. In terms of actual charges laid against young persons during the same period, the number of charges for property offences was 6.6 times the number of charges for violent offences. Between 1986-87 and 1988-89, the violent offence caseload increased by 637 cases (+10%) while the property-related caseload declined by 2,654 cases (-8%) (Table 1).

The majority of violent offence cases processed in youth courts in 1988-89 involved charges for non-sexual assaults (61% of total violent cases), use or possession of weapons, firearms or explosives (14%), and robbery (13%). Sexual assaults represented 9% of total violent offence cases in 1988-89, and murder and manslaughter represented less than 1% (or 0.4%). Non-sexual assaults posted the largest increase, in real terms, of all violence-related cases between 1986-87 and 1988-89, followed by sexual assaults and other violent offences such as infanticides, kidnapping and extortion. The number of murders and manslaughters fluctuated somewhat, reaching a high of 34 in 1987-88

dont les niveaux d'âge minimum et maximum sont les mêmes. Il faut par conséquent exclure 1984-1985 de nos comparaisons avec l'année actuelle, ainsi que 1985-1986, parce que les données pourraient se rapporter à des cas dont les niveaux d'âge maximum sont différents. Cette situation existe en raison des causes entamées au cours d'un exercice financier (par ex., 1984-1985) qui peuvent être terminées et qui sont reportées au cours de l'exercice suivant (par ex., 1985-1986). En conséquence, ce report amortit l'augmentation du nombre de causes attribuable au niveau d'âge maximum plus élevé en 1985-1986. C'est pourquoi l'année de base pour la présente étude est 1986-1987 plutôt que 1985-1986.

Aperçu des causes relatives à des infractions contre la personne, 1986-1987 à 1988-1989

Une infraction contre la personne a été la principale accusation dans 13,5 % de toutes les causes consignées dans les tribunaux de la jeunesse en 1988-1989.

Au cours de l'année 1988-1989, 7 256 causes sur un total de 53 819 causes consignées dans les tribunaux de la jeunesse impliquaient une infraction contre la personne comme principale accusation (c.-à-d. l'accusation la plus grave constituant une cause au moment de la première comparution). Au cours de la période de trois ans visée dans la présente analyse, la proportion de toutes les causes relatives à des infractions contre la personne a peu augmenté, passant de 12,7 % en 1986-1987 à 13,5 % en 1988-1989 (voir figure 1). La figure 2 révèle qu'en 1988-1989, environ trois causes sur cinq impliquaient des infractions contre la propriété et près d'une cause sur sept impliquait d'autres infractions au Code criminel comme l'évasion et le défaut de comparaître. En 1988-1989, il y a eu 4,5 fois plus de causes relatives à des infractions contre la propriété (comme accusation la plus grave) que de causes relatives à des infractions contre la personne. En ce qui a trait au nombre de chefs d'accusation portés contre un adolescent pendant la même période, il y avait 6,6 fois plus de chefs d'accusation relatifs à des infractions contre la propriété que de chefs d'accusation relatifs à des infractions contre la personne. Entre 1986-1987 et 1988-1989, le nombre de causes relatives à des infractions contre la personne a augmenté de 637 (+10 %), tandis que le nombre de causes concernant des infractions contre la propriété a diminué de 2 654 (-8 %) (tableau 1).

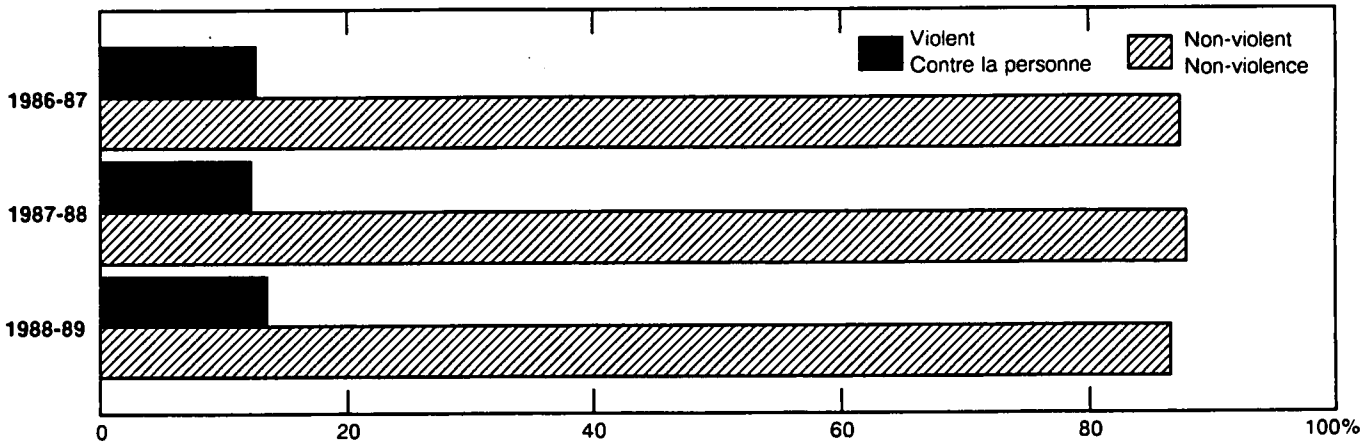
La majorité des causes relatives à des infractions contre la personne traitées par les tribunaux de la jeunesse en 1988-1989 étaient composées d'accusations pour agression non sexuelle (61 % du total des causes concernant des infractions contre la personne), pour usage ou possession d'une arme, d'une arme à feu ou d'explosifs (14 %) et pour vol qualifié (13 %). Les agressions sexuelles représentaient 9 % du total des causes concernant des infractions contre la personne en 1988-1989 et les meurtres et les homicides involontaires coupables, moins de 1 % (soit 0,4 %). Les agressions non sexuelles affichaient l'augmentation la plus importante, en termes réels, de l'ensemble des causes relatives aux infractions contre la personne entre 1986-1987 et

Figure 1

Cases Involving Violent and Non-violent Offences as the Principal Charge

Figure 1

Causes relatives à une accusation principale d'infraction contre la personne et d'infraction de nature non violente



Note: *Data exclude Ontario and N.W.T. The principal charge is the most serious charge for a case upon entering the youth court process.*

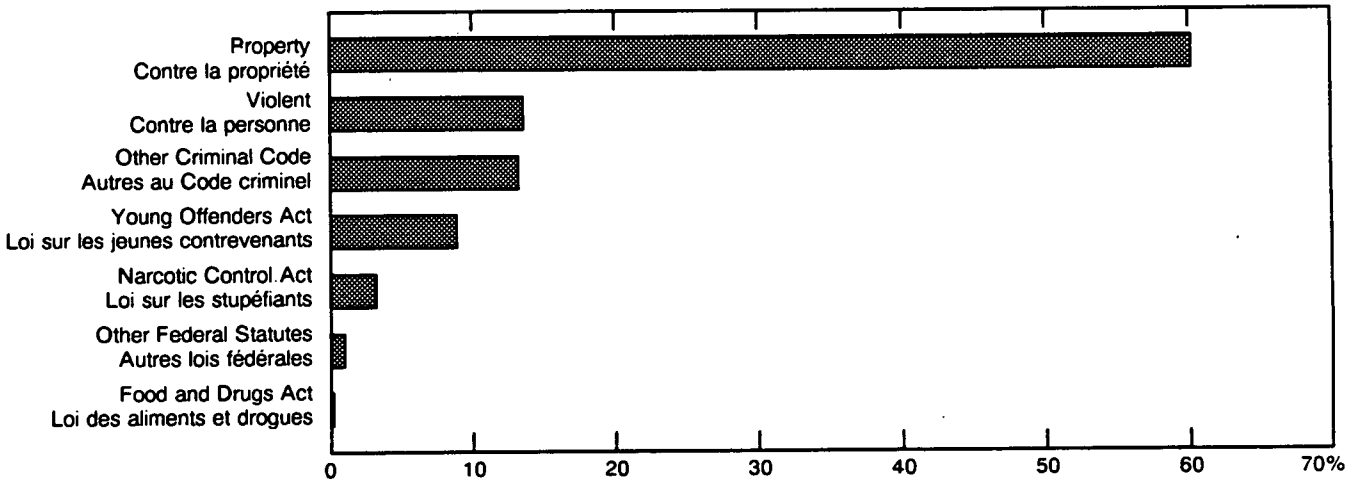
Remarque: *Les données excluent l'Ontario et les T.N.-O. L'accusation principale signifie l'accusation la plus grave constituant une cause spécifique au moment de la première comparution.*

Figure 2

Cases Heard in Youth Courts by Type of Principal Charge, 1988-89

Figure 2

Causes entendues par les tribunaux de la jeunesse selon l'accusation principale, 1988-1989



Note: *The data exclude Ontario and N.W.T. The principal charge is the most serious charge for a case upon entering the youth court process.*

Remarque: *Les données excluent l'Ontario et les T.N.-O. L'accusation principale signifie l'accusation la plus grave constituant une cause spécifique au moment de la première comparution.*

and falling to 27 in 1988-89. There has not been any significant shift in the relative proportion of various types of violent offence cases over the three-year period.

Over one-half of all violent offence cases brought before youth courts in 1988-89 contained only one charge, 32% involved two charges and 15% contained three or more charges. Of the cases containing two charges, over 40% involved a violent offence as a second charge, 31% a property offence and 18% another Criminal Code offence.

Most young persons charged with violent offences were males from 14 to 17 years of age.

The data show that most young persons charged with a violent offence are males (83% in 1988-89) aged between 14 and 17. This profile is consistent with the general profile of young persons charged with a federal offence: in 1988-89, 84% were male and 88% were aged between 14 and 17. In 1988-89, young males aged 14 and 15 accounted for 26% of the total number of youths charged with violent offences, and those aged 16 and 17 represented close to 49% (Figure 3).

1988-1989, suivies des agressions sexuelles et d'autres infractions contre la personne comme l'infanticide, l'enlèvement et l'extorsion. Le nombre de meurtres et d'homicides involontaires coupables a fluctué quelque peu, atteignant un maximum de 34 en 1987-1988 et chutant à 27 en 1988-1989. Au cours de la période de trois ans, il n'y a pas eu de changement significatif dans la proportion relative des divers genres de causes relatives aux infractions contre la personne.

Plus de la moitié de toutes les causes relatives à des infractions contre la personne portées devant les tribunaux de la jeunesse en 1988-1989 n'étaient composées que d'une seule accusation, 32 % impliquaient deux accusations et 15 %, trois accusations ou plus. Parmi les causes formées de deux accusations, plus de 40 % impliquaient une infraction contre la personne comme seconde accusation, 31 %, une infraction contre la propriété et 18 %, une autre infraction au Code criminel.

La plupart des adolescents accusés d'infractions contre la personne étaient des personnes de sexe masculin âgées de 14 à 17 ans.

D'après les données, la plupart des adolescents accusés d'infractions contre la personne sont des personnes de sexe masculin (83 % en 1988-1989) âgées de 14 à 17 ans. Ce profil correspond au profil général des adolescents accusés d'une infraction à une loi fédérale: en 1988-1989, 84 % étaient des jeunes personnes de sexe masculin et 88 % étaient âgées de 14 à 17 ans. D'autre part, les adolescents de sexe masculin âgés de 14 et 15 ans représentaient 26 % de l'ensemble des jeunes personnes accusées d'infractions contre la personne en 1988-1989, et ceux âgés de 16 et 17 ans rendaient compte de près de 49 % (figure 3).

Figure 3

Young Persons Appearing in Youth Courts for Violent Offences, 1988-89

Figure 3

Jeunes personnes comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse pour des infractions contre la personne, 1988-1989

Note: *Data excludes Ontario and N.W.T.*

Remarque: *Les données excluent l'Ontario et les T.N.-O.*

Overall, the Youth Court Survey reported 6,368 youths charged with violent offences in 1988-89. This number has increased by 9% from 1986-87 to 1988-89 (Table 2). In 1988-89, the majority of male offenders charged with violent offences were involved in non-sexual assaults (58%), use or possession of weapons, firearms and explosives (14%), robbery (14%) and sexual assaults (11%). A greater proportion of females were charged with non-sexual assaults (83%). The proportion of females charged with robbery (7%) and use or possession of weapons, firearms and explosives (6%) was relatively low. The proportion of young persons charged with more serious crimes such as murder, manslaughter and attempted murder compared to the total number of youths charged with violent offences has remained stable over the years (about 1% between 1986-87 and 1988-89).

Over 70% of cases adjudicated in youth courts for violent offences resulted in guilty findings.

In 1988-89, out of the 7,256 cases presented to youth courts for a violent charge (i.e. the principal charge entering the court process), 6,896 (or 95%) were adjudicated for a violent offence (i.e. the most serious offence after the hearing of the case). In some instances, the principal charge on entering the judicial process may be for example withdrawn or stayed, so that it is no longer considered the most serious offence at the conclusion of the court process. Of the 6,896 cases in which the most serious charges were for an alleged violent offence, 72% resulted in guilty findings, 18% were stayed or withdrawn, 9% resulted in not guilty findings or dismissals (Table 3). A very small proportion (less than 1%) were transferred to adult court; other decisions such as transfers to other jurisdictions or not fit to stand trial were rendered on about 0.2% of the cases. The percentage distribution of types of decisions rendered for violence-related cases changed little over the three-year period.

The data indicate that the types of decisions rendered for violence-related cases vary little according to the age of the young person. In 1988-89, 71% of cases involving 12 year-olds resulted in guilty findings, and 29% resulted in finding of not guilty or were dismissed or withdrawn (12 year-olds were involved in about 164 violence-related cases in 1988-89). Of the 2,072 cases involving 17 year-olds, 72% resulted in a finding of guilt and 28% resulted in a not guilty finding or were dismissed or withdrawn.

Dans l'ensemble, les résultats de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse révèlent que 6 368 adolescents ont été accusés d'infractions contre la personne en 1988-1989, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport à 1986-1987 (tableau 2). En 1988-1989, la majorité des contrevenants de sexe masculin accusés d'infractions contre la personne étaient impliqués dans des agressions non sexuelles (58 %), l'usage ou la possession d'armes, d'armes à feu et d'explosifs (14 %), le vol qualifié (14 %) et des agressions sexuelles (11 %). Une plus forte proportion de contrevenants de sexe féminin étaient accusés d'agressions non sexuelles (83 %). La proportion d'adolescentes accusées de vol qualifié (7 %) et d'usage ou de possession d'armes, d'armes à feu et d'explosifs (6 %) était relativement faible. La proportion d'adolescents accusés de crimes plus graves comme le meurtre, l'homicide involontaire coupable et la tentative de meurtre par rapport à l'ensemble des jeunes personnes accusées d'infractions contre la personne est demeurée stable au fil des ans (environ 1 % entre 1986-1987 et 1988-1989).

Plus de 70 % des causes jugées dans les tribunaux de la jeunesse concernant des infractions contre la personne ont donné lieu à un verdict de culpabilité

En 1988-1989, des 7 256 causes portées devant les tribunaux de la jeunesse pour une infraction contre la personne (c.-à-d. la principale accusation au moment de la première comparution), 6 896 (ou 95 %) étaient jugées et la sentence était prononcée pour une infraction contre la personne (c.-à-d. l'accusation à l'égard de laquelle le tribunal a rendu le jugement ou la décision la plus grave). Dans certains cas, la principale accusation au moment de l'entrée dans le processus judiciaire peut, par exemple, être retirée ou faire l'objet d'un arrêt des procédures, de sorte qu'elle n'est plus considérée comme l'infraction la plus grave à la fin du processus judiciaire. Des 6 896 causes dans lesquelles le chef d'accusation le plus grave concernait une infraction contre la personne, 72 % ont donné lieu à un verdict de culpabilité, 18 % ont fait l'objet d'un arrêt des procédures ou d'un retrait des accusations, 9 % ont donné lieu à un verdict de non-culpabilité ou à un rejet des accusations (tableau 3). Une très petite proportion (moins de 1 %) des causes ont été renvoyées à un tribunal pour adultes; d'autres jugements, comme le renvoi à un autre secteur de compétence ou l'incapacité de l'accusé de subir un procès, ont été prononcés dans environ 0,2 % des causes. La répartition en pourcentage des genres de jugements rendus pour les causes relatives à des infractions contre la personne a peu varié au cours de la période de trois ans.

Les données indiquent que les genres de jugements rendus concernant des causes reliées à la violence varient peu selon l'âge de l'adolescent. En 1988-1989, 71 % des causes impliquant des adolescents de 12 ans ont donné lieu à un verdict de culpabilité et 29 % se sont traduites par un verdict de non-culpabilité ou par un rejet ou un retrait des accusations (en 1988-1989, 164 causes relatives à des infractions contre la personne impliquaient des adolescents âgés de 12 ans). Quant aux 2 072 causes impliquant des adolescents de 17 ans, 72 % ont donné lieu à un verdict de culpabilité et 28 % se sont traduites par un verdict de non-culpabilité ou par un rejet ou un retrait des accusations.

Transfer to adult court can have serious consequences for a young offender. The number of violence-related cases transferred to adult court has decreased over the three years, from 49 in 1986-87 to 20 in 1988-89. In order for a transfer to adult court to take place under the current *YOA*, the young person must be charged with a serious indictable offence allegedly committed after he/she has attained 14 years of age, and the youth court, after considering all relevant factors, must be of the opinion that, in the interest of society and having regard to the needs of the young person, the young person should be proceeded against in ordinary court. The data show that the cases involving serious crimes such as murder and manslaughter are more likely to be transferred to adult court than cases for less serious violent offences (non-sexual assault and robbery for example). In fact, 22% of cases involving a charge of murder or manslaughter, and 13% of those involving a charge of attempted murder were transferred to adult court in 1988-89, while fewer than 1% of cases that did not involve these types of charges were transferred. Cases with the highest conviction rates over the three-year period were those for non-sexual assaults.

Le renvoi d'une cause à un tribunal pour adultes peut avoir de graves conséquences pour un jeune contrevenant. Le nombre de causes relatives à des infractions contre la personne qui sont transférées aux tribunaux pour adultes a diminué au cours des trois années, passant de 49 causes en 1986-1987 à 20 en 1988-1989. Afin qu'un tel renvoi puisse se faire dans le cadre de la *LJC*, l'adolescent doit être accusé d'avoir commis un acte criminel grave alors qu'il était âgé d'au moins 14 ans et, après avoir tenu compte de tous les facteurs pertinents, le tribunal de la jeunesse considère que, dans l'intérêt de la société et à l'égard des besoins spécifiques de l'adolescent, ce dernier devrait être renvoyé devant un tribunal pour adultes. Les données révèlent que les causes relatives à des crimes graves comme le meurtre et l'homicide involontaire coupable sont plus susceptibles d'être renvoyées à un tribunal pour adultes que les causes relatives à des infractions contre la personne de nature moins grave (agression non sexuelle et vol qualifié, par exemple). De fait, 22 % des causes relatives à des accusations de meurtre et d'homicide involontaire coupable ainsi que 13 % des causes relatives à des accusations de tentative de meurtre ont été renvoyées à un tribunal pour adultes en 1988-1989, pendant que moins de 1 % des causes impliquant les autres genres d'accusations ont été renvoyées à un tribunal pour adultes. Au cours de la période de trois ans, les causes qui ont affiché le taux le plus élevé de condamnation ont été celles relatives aux agressions non sexuelles.

Over half of all violence-related cases with guilty findings resulted in a term probation of seven to twelve months.

Overall, probation with or without accompanying conditions or additional dispositions was the most serious disposition ordered in 56% (2,767 out of 4,981) of the cases with guilty findings involving a violent offence (as the most serious offence) in 1988-89. The distribution of violent cases by other dispositions is as follow: secure custody (13.3%); open custody (12.8%); fines (7.7%); community service orders (5.1%); absolute discharge (3.4%); other dispositions (2%). Detention for treatment (in such cases, the young person is admitted in a hospital or other appropriate facility) represents less than 1% of total dispositions. This distribution changed little over the three years (see Table 4).

Data for 1988-89 indicate that cases involving the more serious types of violent offences result in sentences of secure or open custody more often than other less serious offences. Secure custody involves admission to facilities specially designated for the secure detainment of young offenders. Open custody can involve admission to a community residential centre, group home, childcare institution or wilderness camp. Among those resulting in guilty findings, 64% (or 7 out of 11 cases) of the cases with an offence of murder or manslaughter were ordered secure custody and 27% (3 out of the 11 cases) were ordered open custody. None of those cases resulted in a term of probation or an absolute discharge in 1988-89. Three quarters of

Plus de la moitié des causes relatives aux infractions contre la personne assorties d'un verdict de culpabilité ont entraîné une période de probation de 7 à 12 mois.

Dans l'ensemble, la probation assortie ou non de conditions ou de décisions supplémentaires a été la décision la plus grave rendue dans 56 % des causes (soit 2 767 des 4 981 causes) ayant donné lieu à un verdict de culpabilité pour une infraction contre la personne, comme infraction la plus grave, en 1988-1989. La répartition des décisions rendues pour les causes relatives à des infractions contre la personne est la suivante: placement sous garde en milieu fermé (13,3 %); placement sous garde en milieu ouvert (12,8 %); amende (7,7 %); ordonnance de travaux communautaires (5,1 %); libération inconditionnelle (3,4 %); autres décisions (2 %). La détention pour traitement (c.-à-d. l'admission de l'adolescent dans un hôpital ou un autre endroit en mesure de le traiter) représentait moins de 1 % du total des décisions. Cette répartition a peu changé au cours des trois années (voir tableau 4).

Les données pour 1988-1989 indiquent que les causes impliquant les genres d'infractions contre la personne les plus graves sont plus susceptibles de donner lieu à des décisions de placement sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert que les causes relatives à d'autres infractions moins graves. La garde en milieu fermé s'effectue dans un établissement spécialement désigné pour le placement en sécurité des jeunes contrevenants. La garde en milieu ouvert s'effectue dans des établissements comme les centres résidentiels locaux, les foyers collectifs, les établissements d'aide à l'enfance ou les camps de pleine nature. Parmi les causes ayant donné lieu à un verdict de culpabilité, 64 % (soit 7 causes sur 11) des causes relatives à un meurtre ou à un homicide involontaire coupable ont entraîné une ordonnance

cases with attempted murder offences and almost half of cases with the offence of robbery resulted in secure or open custody.

de placement sous garde en milieu fermé et 27 % (soit 3 causes sur 11), une ordonnance de placement sous garde en milieu ouvert. Aucune de ces causes n'a donné lieu à une ordonnance de probation ou de libération inconditionnelle en 1988-1989. Les trois quarts des causes concernant une tentative de meurtre et presque la moitié des causes impliquant un vol qualifié ont donné lieu à une ordonnance de placement sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert.

In general, custodial dispositions for young offenders may not exceed two years. A young offender may receive up to three years in custody if he (she) is found guilty of an offence for which an adult offender would be liable to life imprisonment, or if he (she) is being sentenced for a combination of offences. Among the violence-related cases which resulted in guilty findings, and for which secure or open custody dispositions were ordered in 1988-89, 25% were for a period of less than one month, 50% for one to six months, 20% for seven to twelve months, 4% for thirteen to twenty-four months and 1% for more than twenty-four months. The incarceration period tended to be longer for the more serious offences: 60% of secure or open custody dispositions for murder or manslaughter had a duration exceeding 24 months.

En général, les décisions reliées au placement sous garde d'un jeune contrevenant ne peuvent avoir une durée supérieure à deux ans. Ce séjour pourra s'étendre jusqu'à trois ans si l'adolescent est trouvé coupable d'une infraction pour laquelle un adulte serait passible d'une peine d'emprisonnement à vie ou s'il se voit imposer une sentence pour plus d'une infraction. La répartition des causes relatives à des infractions contre la personne comportant un verdict de culpabilité et ayant donné lieu à des décisions de placement sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert selon la durée de détention est, pour 1988-1989: 25 % pour une période de détention de moins d'un mois; 50 %, de un à six mois; 20 %, de sept à douze mois; 4 %, de 13 à 24 mois; et 1 %, de plus de 24 mois. La période d'incarcération a tendance à être plus longue pour les infractions plus graves: 60 % des placements sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert pour meurtre ou homicide involontaire coupable étaient d'une durée de plus de 24 mois.

Dispositions of probation with or without accompanying conditions were ordered in 1988-89 mainly for "other" violent offences (66% of cases), sexual assaults (65%), non-sexual assaults (57%) and use or possession of weapons, firearms and explosives (54%). Over 84% of the probation terms (as the most serious disposition) were for a period of less than one year and about 35% were for six months or less.

Les ordonnances de probation assorties ou non de conditions ont été imposées en 1988-1989 principalement pour "d'autres" infractions contre la personne (66 % des causes), des agressions sexuelles (65 %), des agressions non sexuelles (57 %) et l'usage ou la possession d'armes, d'armes à feu ou d'explosifs (54 %). Plus de 84 % des périodes de probation (comme décision la plus grave) étaient de moins d'un an et environ 35 % étaient de six mois ou moins.

Convictions for one or a combination of offences may result in more than one disposition for a case. For fiscal year 1988-89, over half of the violence-related cases with guilty findings received only one disposition, 35% resulted in two dispositions and about 7% in three or more. For the cases resulting in two dispositions, the most frequent combinations were probation and community services (36%), open custody and probation (19%), secure custody and probation (12%).

Les condamnations pour une ou plusieurs infractions peuvent donner lieu à plus d'une décision pour une cause. Pour l'exercice financier 1988-1989, plus de la moitié des causes relatives à des infractions contre la personne comportant un verdict de culpabilité comprenaient une seule décision, 35 % comprenaient deux décisions et environ 7 %, trois décisions ou plus. Pour les causes donnant lieu à deux décisions, les combinaisons les plus fréquentes étaient une ordonnance de probation et de travail communautaire (36 %), une ordonnance de placement sous garde en milieu ouvert et de probation (19 %) et une ordonnance de placement sous garde en milieu fermé et de probation (12 %).

In 1988-89, the proportion of violence-related cases resulting in secure custody increased with the age of the offender, from 1.7% of cases involving 12 year-old offenders to 20.2% of those involving 17 year-olds. This is consistent with the *YOA* stipulation that youths under the age of 14 may not be committed to secure custody except in exceptional circumstances. The number of cases resulting in open custody or absolute discharge did not vary with age, while the proportion of cases resulting in probation supervision or community service orders declined with age.

En 1988-1989, la proportion des causes relatives à des infractions contre la personne ayant donné lieu à un placement sous garde en milieu fermé a augmenté avec l'âge du contrevenant, passant de 1,7 % pour les causes impliquant des jeunes personnes de 12 ans à 20,2 % pour celles impliquant des adolescents de 17 ans. Cet état de fait est conforme aux dispositions de la *LJC* selon lesquelles les adolescents de moins de 14 ans ne peuvent être assujettis à une ordonnance de placement sous garde en milieu fermé, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Le nombre de causes donnant lieu à des décisions de placement sous garde en milieu ouvert ou de libération inconditionnelle n'a pas varié avec l'âge, alors que la proportion des causes faisant l'objet d'une ordonnance de probation ou de travaux communautaires a diminué avec l'âge.

For further information

For further information or clarification, please contact the Youth Justice Program, Canadian Centre for Justice Statistics, 19th Floor, R.H. Coats Building, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, (613) 951-6647.

Pour obtenir plus de renseignements

Pour obtenir des renseignements ou des précisions supplémentaires, veuillez communiquer avec le Programme de la justice pour les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Immeuble R.H.-Coats, 19e étage, Parc Tunney, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, (613) 951-6647.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission of the Minister of Supply and Services Canada.

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnements et Services Canada.

TABLE 1. Number of Cases Heard in Youth Courts[1] by Principal Charge[2] by Nature of Violent Offences, 1984-85 to 1988-89

TABLEAU 1. Nombre de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse[1] selon l'accusation principale[2] et le genre d'infraction contre la personne, 1984-1985 à 1988-1989

Type of Offence Genre d'infraction	1984-85[3]	1985-86[3]	1986-87	1987-88	1988-89
Violent Offences – Infractions contre la personne	**3,559**	**5,622**	**6,619**	**6,654**	**7,256**
Murder-Manslaughter – Meurtre-Homicide involontaire coupable	20	32	21	34	27
Murder – Meurtre	16	22	17	30	20
Manslaughter – Homicide involontaire coupable	4	10	4	4	7
Attempted Murder – Tentative de meurtre	37	29	53	39	41
Sexual Assault – Agressions sexuelles	296	438	607	671	668
Aggravated Sexual Assault – Agressions sexuelles graves	3	4	4	3	3
Sexual Assault with a Weapon – Agressions sexuelles armées	42	40	51	47	56
Sexual Assault – Agressions sexuelles	244	386	538	600	601
Rape-Indecent Assault – Viols-Attentats à la pudeur	7	8	14	21	8
Assault – Agressions	1,874	3,215	3,852	3,986	4,433
Aggravated Assault – Voies de fait graves	121	98	119	136	108
Assault with a Weapon – Agressions armées	550	975	1,189	1,192	1,362
Causing Bodily Harm with Intent-Firearm – Inflictions intentionnelles de lésions corporelles – Utilisation d'une arme à feu	3	6	7	9	10
Assault – Voies de fait	1,059	1,910	2,217	2,407	2,643
Unlawfully Causing Bodily Harm – Inflictions illégales de lésions corporelles	23	15	20	18	27
Assaulting a Police Officer – Voies de fait contre un agent de la paix	117	206	294	224	270
Other Assaults – Autres voies de fait	1	5	6	–	13
Robbery – Vol qualifié	704	836	930	827	939
Weapons-Firearms-Explosives – Armes-Armes à feu-Explosifs	544	943	1,028	984	992
Other Violent Offences[4] – Autres infractions contre la personne[4]	84	129	128	113	156
Property Offences – Infractions contre la propriété	**23,007**	**32,313**	**35,070**	**33,444**	**32,416**
Other Criminal Code Offences – Autres infractions au Code criminel	**1,912**	**4,651**	**6,481**	**7,400**	**7,118**
Narcotic Control Act Offences – Infractions à la Loi sur les stupéfiants	**956**	**1,932**	**2,103**	**1,930**	**1,706**
Food and Drugs Act Offences – Infractions à la Loi des aliments et drogues	**66**	**129**	**166**	**157**	**134**
YOA Offences – Infractions à la LJC	**2**	**–**	**1,358**	**4,722**	**4,712**
Other Federal Statute Offences – Infractions à d'autres lois fédérales	**53**	**156**	**216**	**281**	**477**
TOTAL CASES – TOTAL DES CAUSES	**29,555**	**44,803**	**52,013**	**54,588**	**53,819**

1 Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1985-86.
1 Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires du Nord-Ouest à partir de 1985-1986.
2 Refers to the principal charge, that is, the most serious charge for a case upon entering the youth court process. Where a case has only one charge, it is defined as the principal charge. Where more than one charge is linked to a case, two criteria are used to select the principal charge: (1) the nature of the offence; and (2) the decision of the court. Refer to "Youth Court Statistics", the Program's uncatalogued preliminary report for more details.
2 Désigne l'accusation principale, c'est-à-dire l'accusation la plus grave constituant une cause au moment de la première comparution. Lorsqu'une cause ne comprend qu'une seule accusation cette dernière constitue l'accusation principale. Lorsqu'une cause comprend au moins deux accusations, on utilise deux critères pour déterminer quelle est l'accusation principale: (1) la nature de l'infraction et (2) le jugement rendu par le tribunal. Voir "Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse", le rapport préliminaire non catalogué du Programme pour plus de détails.
3 Data for fiscal years 1984-85 and 1985-86 may refer to cases involving youths defined by differing minimum and maximum age limits.
3 Les données pour les exercices financiers 1984-1985 et 1985-1986 peuvent se rapporter à des causes impliquant des adolescents dont les niveaux d'âge minimum et maximum sont différents.
4 Includes infanticides; kidnapping and hostage taking; extortion; other sexual offences; and criminal negligence.
4 Y compris infanticides; enlèvements et prises d'otage; extorsion; autres infractions d'ordre sexuel; et négligence criminelle.
– nil or zero
– nul ou zéro

TABLE 2. Number of Young Persons Appearing in Youth Courts[1] by Nature of Principal Charge[2] for Violent Offences, by Age[3] and Gender of the Accused, 1984-85 to 1988-89

Age		1984-85[4]			1985-86[4]			1986-87		
		T	M	F	T	M	F	T	M	F
TOTAL	**VIOLENT OFFENCES**	**3,189**	**2,735**	**454**	**4,981**	**4,184**	**797**	**5,830**	**4,932**	**898**
	Murder/Manslaughter	18	13	5	30	26	4	18	16	2
	Attempted Murder	31	26	5	27	24	3	47	43	4
	Sexual Assault	278	274	4	415	411	4	553	541	12
	Assault	1,706	1,359	347	2,902	2,235	667	3,460	2,752	708
	Robbery	611	561	50	730	665	65	807	698	109
	Weapons/Firearms/Explosives	475	440	35	777	731	46	850	795	55
	Other Violent Offences	70	62	8	100	92	8	95	87	8
12	**VIOLENT OFFENCES**	**106**	**86**	**20**	**105**	**87**	**18**	**144**	**116**	**28**
	Murder/Manslaughter	-	-	-	3	2	1	1	1	-
	Attempted Murder	1	1	-	-	-	-	-	-	-
	Sexual Assault	18	17	1	19	18	1	21	20	1
	Assault	54	37	17	54	40	14	79	57	22
	Robbery	10	10	-	10	9	1	18	15	3
	Weapons/Firearms/Explosives	21	21	-	19	18	1	24	22	2
	Other Violent Offences	2	-	2	-	-	-	1	1	-
13	**VIOLENT OFFENCES**	**288**	**241**	**47**	**333**	**269**	**64**	**381**	**296**	**85**
	Murder/Manslaughter	1	1	-	1	-	1	-	-	-
	Attempted Murder	1	1	-	1	1	-	2	-	2
	Sexual Assault	43	43	-	54	54	-	68	67	1
	Assault	155	114	41	178	123	55	226	155	71
	Robbery	29	25	4	37	34	3	40	33	7
	Weapons/Firearms/Explosives	51	51	-	58	54	4	42	38	4
	Other Violent Offences	8	6	2	4	3	1	3	3	-
14	**VIOLENT OFFENCES**	**623**	**505**	**118**	**739**	**573**	**166**	**756**	**583**	**173**
	Murder/Manslaughter	-	-	-	4	4	-	-	-	-
	Attempted Murder	5	5	-	2	1	1	1	1	-
	Sexual Assault	59	59	-	90	89	1	114	112	2
	Assault	349	253	96	414	271	143	432	300	132
	Robbery	102	91	11	94	77	17	86	66	20
	Weapons/Firearms/Explosives	94	85	9	123	119	4	109	92	17
	Other Violent Offences	14	12	2	12	12	-	14	12	2
15	**VIOLENT OFFENCES**	**826**	**698**	**128**	**1,124**	**880**	**244**	**1,087**	**900**	**187**
	Murder/Manslaughter	6	5	1	6	5	1	7	6	1
	Attempted Murder	8	5	3	6	6	-	8	8	-
	Sexual Assault	80	79	1	97	96	1	113	112	1
	Assault	462	364	98	702	489	213	635	478	157
	Robbery	130	111	19	136	120	16	135	117	18
	Weapons/Firearms/Explosives	129	123	6	159	147	12	175	167	8
	Other Violent Offences	11	11	-	18	17	1	14	12	2
16	**VIOLENT OFFENCES**	**735**	**646**	**89**	**1,257**	**1,104**	**153**	**1,600**	**1,401**	**199**
	Murder/Manslaughter	6	3	3	4	4	-	4	4	-
	Attempted Murder	8	7	1	7	6	1	12	11	1
	Sexual Assault	36	35	1	84	83	1	118	115	3
	Assault	409	348	61	724	602	122	966	813	153
	Robbery	167	157	10	209	196	13	237	208	29
	Weapons/Firearms/Explosives	94	83	11	198	184	14	230	219	11
	Other Violent Offences	15	13	2	31	29	2	33	31	2
17	**VIOLENT OFFENCES**	**577**	**530**	**47**	**1,379**	**1,231**	**148**	**1,833**	**1,613**	**220**
	Murder/Manslaughter	5	4	1	12	11	1	5	4	1
	Attempted Murder	8	7	1	11	10	1	24	23	1
	Sexual Assault	34	33	1	67	67	-	111	107	4
	Assault	256	227	29	804	685	119	1,107	937	170
	Robbery	171	165	6	239	225	14	289	259	30
	Weapons/Firearms/Explosives	84	75	9	212	203	9	269	256	13
	Other Violent Offences	19	19	-	34	30	4	28	27	1
Over 17 and Other[5]	**VIOLENT OFFENCES**	**34**	**29**	**5**	**44**	**40**	**4**	**29**	**23**	**6**
	Murder/Manslaughter	-	-	-	-	-	-	1	1	-
	Attempted Murder	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sexual Assault	8	8	-	4	4	-	8	8	-
	Assault	21	16	5	26	25	1	15	12	3
	Robbery	2	2	-	5	4	1	2	-	2
	Weapons/Firearms/Explosives	2	2	-	8	6	2	1	1	-
	Other Violent Offences	1	1	-	1	1	-	2	1	1

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1985-86. "Person" refers to a young person having one or more charges adjudicated during the fiscal year. Identifiers used to link charges to persons are the coded name, sex and date of birth.*

2 *Refers to the principal charge, that is, the most serious charge for a case upon entering the youth court process. Where a case has only one charge, it is defined as the principal charge. Where more than one charge is linked to a case, two criteria are used to select the principal charge: (1) the nature of the offence; and (2) the decision of the court. Refer to "Youth Court Statistics", the Program's uncatalogued preliminary report for more details.*

3 *Refers to the age at the time the prinipal charge was committed.*

4 *Data for fiscal years 1984-85 and 1985-86 may refer to cases involving youths defined by differing minimum and maximum age limits.*

5 *Refers to all other young persons, including those for whom age is unknown.*

\- *nil or zero*

TABLEAU 2. Nombre de jeunes personnes comparaissant devant les tribunaux de la jeunesse[1], selon la nature de l'accusation principale[2] pour infraction contre la personne, et selon l'âge[3] et le sexe de l'accusé, 1984-1985 à 1988-1989

1987-88			1988-89				Âge
T	M	F	T	M	F		
5,896	**4,984**	**912**	**6,368**	**5,310**	**1,058**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**TOTAL**
33	30	3	26	24	2	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
37	33	4	38	34	4	Tentative de meurtre	
620	607	13	610	593	17	Agressions sexuelles	
3,563	2,815	748	3,932	3,055	877	Agressions	
713	636	77	804	726	78	Vol qualifié	
845	790	55	829	762	67	Armes/Armes à feu/Explosifs	
85	73	12	129	116	13	Autres infractions contre la personne	
151	**125**	**26**	**143**	**117**	**26**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**12**
2	1	1	1	1	–	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
2	1	1	2	1	1	Tentative de meurtre	
32	29	3	23	22	1	Agressions sexuelles	
75	56	19	80	62	18	Agressions	
13	12	1	13	9	4	Vol qualifié	
26	25	1	20	18	2	Armes/Armes à feu/Explosifs	
1	1	–	4	4	–	Autres infractions contre la personne	
368	**281**	**87**	**522**	**404**	**118**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**13**
–	–	–	–	–	–	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
–	–	–	1	1	–	Tentative de meurtre	
70	68	2	92	89	3	Agressions sexuelles	
199	128	71	314	216	98	Agressions	
33	26	7	56	47	9	Vol qualifié	
60	53	7	49	41	8	Armes/Armes à feu/Explosifs	
6	6	–	10	10	–	Autres infractions contre la personne	
755	**594**	**161**	**885**	**694**	**191**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**14**
2	2	–	2	1	1	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
2	2	–	10	7	3	Tentative de meurtre	
109	107	2	116	114	2	Agressions sexuelles	
439	314	125	507	345	162	Agressions	
86	68	18	120	112	8	Vol qualifié	
109	93	16	112	100	12	Armes/Armes à feu/Explosifs	
8	8	–	18	15	3	Autres infractions contre la personne	
1,184	**975**	**209**	**1,205**	**974**	**231**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**15**
5	5	–	4	4	–	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
7	7	–	4	4	–	Tentative de meurtre	
130	126	4	117	114	3	Agressions sexuelles	
728	553	175	767	565	202	Agressions	
124	109	15	146	136	10	Vol qualifié	
173	162	11	145	131	14	Armes/Armes à feu/Explosifs	
17	13	4	22	20	2	Autres infractions contre la personne	
1,569	**1,333**	**236**	**1,612**	**1,388**	**224**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**16**
7	6	1	9	9	–	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
11	9	2	10	10	–	Tentative de meurtre	
147	146	1	145	140	5	Agressions sexuelles	
965	766	199	953	774	179	Agressions	
209	191	18	227	203	24	Vol qualifié	
200	191	9	236	224	12	Armes/Armes à feu/Explosifs	
30	24	6	32	28	4	Autres infractions contre la personne	
1,845	**1,659**	**186**	**1,960**	**1,701**	**259**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**17**
17	16	1	10	9	1	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
15	14	1	11	11	–	Tentative de meurtre	
128	127	1	115	112	3	Agressions sexuelles	
1,142	989	153	1,278	1,069	209	Agressions	
245	227	18	241	218	23	Vol qualifié	
275	265	10	264	245	19	Armes/Armes à feu/Explosifs	
23	21	2	41	37	4	Autres infractions contre la personne	
24	**17**	**7**	**41**	**32**	**9**	**INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**	**17 et plus et Autres[5]**
–	–	–	–	–	–	Meurtre/Homicide involontaire coupable	
–	–	–	–	–	–	Tentative de meurtre	
4	4	–	2	2	–	Agressions sexuelles	
15	9	6	33	24	9	Agressions	
3	3	–	1	1	–	Vol qualifié	
2	1	1	3	3	–	Armes/Armes à feu/Explosifs	
–	–	–	2	2	–	Autres infractions contre la personne	

1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires du Nord-Ouest à partir de 1985-1986. "Personne" désigne un adolescent inculpé d'une ou de plusieurs accusations ayant fait l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier. Les identificateurs utilisés pour relier les accusations aux personnes sont le code d'identification, le sexe et la date de naissance.*

2 *Désigne l'accusation principale, c'est-à-dire l'accusation la plus grave constituant une cause au moment de la première comparution. Lorsqu'une cause ne comprend qu'une seule accusation cette dernière constitue l'accusation principale. Lorsqu'une cause comprend au moins deux accusations, on utilise deux critères pour déterminer quelle est l'accusation principale: (1) la nature de l'infraction et (2) le jugement rendu par le tribunal. Voir "Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse", le rapport préliminaire non catalogué du Programme pour plus de détails.*

3 *Désigne l'âge au moment où l'accusation principale a été portée.*

4 *Les données pour les exercices financiers 1984-1985 et 1985-1986 peuvent se rapporter à des causes impliquant des adolescents dont les niveaux d'âge minimum et maximum sont différents.*

5 *Désigne toute autre jeune personne, y compris celle pour qui l'âge est inconnu.*

– *nul ou zéro*

TABLE 3. Number of Cases Heard in Youth Courts[1] by Most Significant Violent Offence[2] and by Most Serious Decision[3], 1984-85 to 1988-89

TABLEAU 3. Nombre de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse[1] selon l'accusation la plus importante[2] d'infraction contre la personne et selon le jugement le plus grave[3], 1984-1985 à 1988-1989

Most Significant Offence / L'accusation la plus importante		Total Cases / Total des causes	Most Serious Decision – Le jugement le plus grave: Transfer to Adult Court / Transféré à une cour pour adultes		Guilty / Coupable		Not guilty/ dismissed / Non coupable/ rejeté		Stay of proceedings/ withdrawn / Arrêt des procédures/ retiré		Other[4] / Autres[4]	
		no. nbre	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%
Total Violent Offences – Total des infractions contre la personne	**1984-85[5]**	**3,414**	**72**	**2.1**	**2,411**	**70.6**	**248**	**7.3**	**672**	**19.7**	**11**	**0.3**
	1985-86[5]	**5,393**	**40**	**0.7**	**3,883**	**72.0**	**430**	**8.0**	**1,016**	**18.8**	**24**	**0.5**
	1986-87	**6,304**	**49**	**0.8**	**4,474**	**71.0**	**532**	**8.4**	**1,240**	**19.7**	**9**	**0.1**
	1987-88	**6,327**	**35**	**0.6**	**4,589**	**72.5**	**467**	**7.4**	**1,221**	**19.3**	**15**	**0.2**
	1988-89	**6,896**	**20**	**0.3**	**4,981**	**72.2**	**635**	**9.2**	**1,245**	**18.1**	**15**	**0.2**
Murder/Manslaughter – Meurtre/Homicide involontaire coupable	1984-85[5]	21	4	20.0	7	30.0	2	10.0	8	40.0	–	–
	1985-86[5]	32	8	25.0	17	53.1	1	3.1	5	15.6	1	3.1
	1986-87	21	3	14.3	12	57.1	2	9.5	4	19.1	–	–
	1987-88	32	6	18.8	12	37.5	5	15.6	9	28.1	–	–
	1988-89	27	6	22.2	11	40.7	5	18.5	5	18.5	–	–
Attempted Murder – Tentative de meurtre	1984-85[5]	31	9	29.0	5	16.1	2	6.5	15	48.4	–	–
	1985-86[5]	26	2	7.7	8	30.8	4	15.4	12	46.2	–	–
	1986-87	45	6	13.3	11	24.4	8	17.8	19	42.2	1	2.2
	1987-88	26	6	23.1	9	34.6	2	7.7	9	34.6	–	–
	1988-89	30	4	13.3	8	26.7	–	–	18	60.0	–	–
Sexual Assault – Agressions sexuelles	1984-85[5]	284	5	1.8	190	66.9	23	8.1	66	23.2	–	–
	1985-86[5]	413	4	1.0	265	64.2	47	11.4	95	23.0	2	0.5
	1986-87	573	3	0.5	346	60.4	71	12.4	153	26.7	–	–
	1987-88	640	4	0.6	426	66.6	69	10.8	139	21.7	2	0.3
	1988-89	629	1	0.2	436	69.3	57	9.1	133	21.1	2	0.3
Assault Agressions	1984-85[5]	1,785	20	1.1	1,278	71.6	136	7.6	347	19.4	4	0.2
	1985-86[5]	3,060	6	0.2	2,281	74.5	244	8.0	522	17.1	7	0.2
	1986-87	3,665	13	0.4	2,687	73.3	300	8.2	663	18.1	2	0.1
	1987-88	3,770	11	0.3	2,791	74.0	260	6.9	701	18.6	7	0.2
	1988-89	4,189	5	0.1	3,084	73.6	399	9.5	697	16.6	4	0.1
Robbery – Vol qualifié	1984-85[5]	676	25	3.7	497	73.5	48	7.1	100	14.8	6	0.9
	1985-86[5]	809	12	1.5	606	74.9	52	6.4	130	16.1	9	1.1
	1986-87	884	19	2.2	635	71.8	75	8.5	151	17.1	4	0.5
	1987-88	791	5	0.6	598	75.6	60	7.6	126	15.9	2	0.3
	1988-89	905	2	0.2	646	71.4	106	11.7	149	16.5	2	0.2
Weapons/Firearms/ Explosives – Armes/Armes à feu/ Explosifs	1984-85[5]	530	9	1.7	383	72.3	32	6.0	105	19.8	1	0.2
	1985-86[5]	917	8	0.9	627	68.4	70	7.6	208	22.7	4	0.4
	1986-87	963	3	0.3	680	70.6	65	6.8	213	22.1	2	0.2
	1987-88	941	3	0.3	666	70.8	64	6.8	205	21.8	3	0.3
	1988-89	952	2	0.2	687	72.2	56	5.9	201	21.1	6	0.6
Other Violent Offences – Autres infractions contre la personne	1984-85[5]	87	–	–	51	58.6	5	5.8	31	35.6	–	–
	1985-86[5]	136	–	–	79	58.1	12	8.8	44	32.4	1	0.7
	1986-87	153	2	1.3	103	67.3	11	7.2	37	24.2	–	–
	1987-88	127	–	–	87	68.5	7	5.5	32	25.2	1	0.8
	1988-89	164	–	–	109	66.5	12	7.3	42	25.6	1	0.6

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1985-86.*
1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires du Nord-Ouest à partir de 1985-1986.*
2 *Refers to the most significant charge, that is, the most serious from the perspective of the final outcome of the case upon adjudication or disposition. Where a case has only one charge, it is defined as the most significant. Where more than one charge is linked to a case, two criteria are used to select one charge as the most significant: (1) decision of the court; and (2) the nature of the offence. Refer to "Youth Court Statistics", the Program's uncatalogued preliminary report for more details.*
2 *Désigne l'accusation la plus importante, c'est-à-dire celle à l'égard de laquelle le tribunal a rendu la décision ou le jugement le plus sévère. Lorsqu'une cause ne comprend qu'une seule accusation cette dernière constitue l'accusation la plus importante. Lorsqu'une cause comprend au moins deux accusations, on utilise deux critères pour déterminer quelle est l'accusation la plus importante: (1) le jugement rendu par le tribunal et (2) la nature de l'infraction. Voir "Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse", le rapport préliminaire non catalogué du Programme pour plus de détails.*
3 *Refers to the most significant decision rendered during the fiscal year. Decisions are ordered from most to least serious as follows: transfer to adult court; guilty; other decision (i.e. not fit to stand trial or abated); stay of proceedings, charges withdrawn, or transfer to other jurisdictions; not guilty or charges dismissed.*
3 *Désigne le jugement le plus grave rendu à l'égard d'une personne pendant l'exercice financier. La liste des jugements classés par ordre décroissant de gravité se lit comme suit: transféré à une cour pour adultes; coupable; autre jugement (c.-à-d. incapable de subir un procès ou annulé); suspension des procédures; retrait des accusations ou transfert de compétence; non coupable ou rejet des accusations.*
4 *Includes those transferred to other jurisdictions and all other types of decision, i.e. not fit to stand trial or abated.*
4 *Y compris ceux qui sont transférés à d'autres secteurs de compétence et tout autre jugement, c.-à-d. incapable de subir un procès ou annulé.*
5 *Data for fiscal years 1984-85 and 1985-86 may refer to cases involving youths defined by differing minimum and maximum age limits.*
5 *Les données pour les exercices financiers 1984-1985 and 1985-1986 peuvent se rapporter à des causes impliquant des adolescents dont les niveaux d'âge minimum et maximum sont différents.*
– *nil or zero.*
– *nul ou zéro.*

TABLE 4. Number of Cases with Guilty[1] Findings by Most Serious Offence[2], by Most Serious Disposition[3] and by Type of Violent Offence, 1984-85 to 1988-89

Most Serious Offence / L'accusation la plus importante		Total Cases with Guilty Findings / Total des causes avec un jugement coupable	Most Serious Disposition – La décision la plus grave: Secure Custody / Garde en milieu fermé		Detain for Treatment / Détention pour traitement		Open Custody / Garde en milieu ouvert	
		no. nbre	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%
TOTAL VIOLENT OFFENCES	**1984-85[5]**	**2,411**	**259**	**10.7**	**6**	**0.2**	**325**	**13.5**
	1985-86[5]	**3,883**	**593**	**15.3**	**10**	**0.3**	**385**	**9.9**
	1986-87	**4,474**	**703**	**15.7**	**12**	**0.3**	**553**	**12.4**
	1987-88	**4,589**	**658**	**14.3**	**6**	**0.1**	**585**	**12.7**
	1988-89	**4,981**	**662**	**13.3**	**6**	**0.1**	**639**	**12.8**
Murder/Manslaughter	1984-85[5]	7	4	57.1	–	0.0	2	28.6
	1985-86[5]	17	4	23.5	–	0.0	4	23.5
	1986-87	12	10	83.3	1	8.3	–	0.0
	1987-88	12	11	91.7	–	0.0	–	0.0
	1988-89	11	7	63.6	–	0.0	3	27.3
Attempted Murder	1984-85[5]	5	2	40.0	–	0.0	2	40.0
	1985-86[5]	8	4	50.0	–	0.0	2	25.0
	1986-87	11	6	54.5	–	0.0	1	9.1
	1987-88	9	9	100.0	–	0.0	–	0.0
	1988-89	8	3	37.5	–	0.0	3	37.5
Sexual Assault	1984-85[5]	190	12	6.3	1	0.5	18	9.5
	1985-86[5]	265	37	14.0	2	0.8	46	17.4
	1986-87	346	60	17.3	1	0.3	50	14.5
	1987-88	426	61	14.3	3	0.7	90	21.1
	1988-89	436	49	11.2	2	0.5	82	18.8
Assault	1984-85[5]	1,278	81	6.3	3	0.2	122	9.5
	1985-86[5]	2,281	248	10.9	3	0.1	197	8.6
	1986-87	2,687	299	11.1	5	0.2	276	10.3
	1987-88	2,791	294	10.5	3	0.1	303	10.9
	1988-89	3,084	341	11.1	2	0.1	325	10.5
Robbery	1984-85[5]	497	118	23.7	1	0.2	127	25.6
	1985-86[5]	606	217	35.8	5	0.8	77	12.7
	1986-87	635	225	35.4	5	0.8	118	18.6
	1987-88	598	199	33.3	–	0.0	109	18.2
	1988-89	646	183	28.3	2	0.3	122	18.9
Weapons/Firearms/ Explosives	1984-85[5]	383	33	8.6	–	0.0	47	12.3
	1985-86[5]	627	71	11.3	–	0.0	51	8.1
	1986-87	680	86	12.6	–	0.0	92	13.5
	1987-88	666	72	10.8	–	0.0	68	10.2
	1988-89	687	62	9.0	–	0.0	93	13.5
Other Violent Offences	1984-85[5]	51	9	17.6	1	2.0	7	13.7
	1985-86[5]	79	12	15.2	–	0.0	8	10.1
	1986-87	103	17	16.5	–	0.0	16	15.5
	1987-88	87	12	13.8	–	0.0	15	17.2
	1988-89	109	17	15.6	–	0.0	11	10.1

1 *Excludes Ontario for all years and the Northwest Territories since 1985-86.*

2 *Refers to the most significant charge, that is, the most serious from the perspective of the final outcome of the case upon adjudication or disposition. Where a case has only one charge, it is defined as the most significant. Where more than one charge is linked to a case, two criteria are used to select one charge as the most significant: (1) the decision of the court; and (2) the nature of the offence. Refer to "Youth Court Statistics", the Program's uncatalogued preliminary report for more details.*

3 *Refers to the most significant disposition for a case. The seriousness of the disposition is determined by the effect it has on the young person. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody; detention for treatment; open custody; probation; fine; compensation; pay purchaser; compensation in kind; community service order; restitution; prohibition, seizure or forfeiture; other dispositions; and absolute discharge.*

4 *Includes prohibition, seizure, forfeiture and all other types of dispositions.*

5 *Data for fiscal years 1984-85 and 1985-86 may refer to cases involving youths defined by differing minimum and maximum age limits.*

– *nil or zero*

TABLEAU 4. Nombre de causes avec un jugement coupable[1] selon l'accusation la plus importante[2] d'infraction contre la personne, et selon la décision la plus grave[3], 1984-1985 à 1988-1989

Most Serious Disposition – La décision la plus grave											
Probation / Probation		Fine / Amende		Community Service Order / Ordonnances de travaux communautaires		Other[4] / Autres[4]		Absolute Discharge / Libération inconditionnelle		Most Serious Offence / L'accusation la plus importante	
no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%	no. nbre	%		
1,244	**51.6**	**220**	**9.1**	**108**	**4.5**	**89**	**3.7**	**160**	**6.6**	**1984-1985[5]**	**TOTAL DES INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE**
2,034	**52.4**	**376**	**9.7**	**202**	**5.2**	**84**	**2.2**	**199**	**5.1**	**1985-1986[5]**	
2,294	**51.3**	**401**	**9.0**	**227**	**5.1**	**64**	**1.4**	**220**	**4.9**	**1986-1987**	
2,449	**53.4**	**404**	**8.8**	**194**	**4.2**	**91**	**2.0**	**202**	**4.4**	**1987-1988**	
2,767	**55.6**	**385**	**7.7**	**254**	**5.1**	**100**	**2.0**	**168**	**3.4**	**1988-1989**	
1	14.3	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1984-1985[5]	Meurtre/Homicide involontaire coupable
8	47.1	–	0.0	–	0.0	1	5.9	–	0.0	1985-1986[5]	
1	8.3	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1986-1987	
1	8.3	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1987-1988	
–	0.0	–	0.0	–	0.0	1	9.1	–	0.0	1988-1989	
1	20.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1984-1985[5]	Tentative de meurtre
2	25.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1985-1986[5]	
3	27.3	1	9.1	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1986-1987	
–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	–	0.0	1987-1988	
1	12.5	–	0.0	–	0.0	1	12.5	–	0.0	1988-1989	
141	74.2	5	2.6	3	1.6	8	4.2	2	1.1	1984-1985[5]	Agressions sexuelles
162	61.1	3	1.1	6	2.3	1	0.4	8	3.0	1985-1986[5]	
223	64.5	3	0.9	2	0.6	2	0.6	5	1.4	1986-1987	
258	60.6	2	0.5	2	0.5	–	0.0	10	2.3	1987-1988	
283	64.9	6	1.4	8	1.8	1	0.2	5	1.1	1988-1989	
708	55.4	142	11.1	68	5.3	43	3.4	111	8.7	1984-1985[5]	Agressions
1,239	54.3	270	11.8	130	5.7	50	2.2	144	6.3	1985-1986[5]	
1,459	54.3	285	10.6	161	6.0	36	1.3	166	6.2	1986-1987	
1,538	55.1	301	10.8	149	5.3	56	2.0	147	5.3	1987-1988	
1,745	56.6	279	9.0	191	6.2	71	2.3	130	4.2	1988-1989	
191	38.4	19	3.8	21	4.2	14	2.8	6	1.2	1984-1985[5]	Vol qualifié
245	40.4	20	3.3	19	3.1	17	2.8	6	1.0	1985-1986[5]	
229	36.1	20	3.1	26	4.1	11	1.7	1	0.2	1986-1987	
247	41.3	14	2.3	15	2.5	7	1.2	7	1.2	1987-1988	
297	46.0	14	2.2	21	3.3	5	0.8	2	0.3	1988-1989	
177	46.2	51	13.3	15	3.9	19	5.0	41	10.7	1984-1985[5]	Armes/Armes à feu/ Explosifs
325	51.8	82	13.1	45	7.2	15	2.4	38	6.1	1985-1986[5]	
317	46.6	91	13.4	36	5.3	12	1.8	46	6.8	1986-1987	
353	53.0	85	12.8	26	3.9	24	3.6	38	5.7	1987-1988	
369	53.7	82	11.9	32	4.7	21	3.1	28	4.1	1988-1989	
25	49.0	3	5.9	1	2.0	5	9.8	–	0.0	1984-1985[5]	Autres infractions contre la personne
53	67.1	1	1.3	2	2.5	–	0.0	3	3.8	1985-1986[5]	
62	60:2	1	1.0	2	1.9	3	2.9	2	1.9	1986-1987	
52	59.8	2	2.3	2	2.3	4	4.6	–	0.0	1987-1988	
72	66.1	4	3.7	2	1.8	–	0.0	3	2.8	1988-1989	

1 *Excluant l'Ontario pour toutes les années et les Territoires du Nord-Ouest à partir de 1985-1986.*

2 *Désigne l'accusation la plus importante, c'est-à-dire celle à l'égard de laquelle le tribunal a rendu la décision ou le jugement le plus grave. Lorsqu'une cause ne comprend qu'une seule accusation cette dernière constitue l'accusation la plus importante. Lorsqu'une cause comprend au moins deux accusations, on utilise deux critères pour déterminer quelle est l'accusation la plus importante: (1) le jugement rendu par le tribunal et (2) la nature de l'infraction. Voir "Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse", le rapport préliminaire non catalogué du Programme pour plus de détails.*

3 *Désigne la décision la plus grave rendue à l'égard d'une cause. La gravité de la décision est déterminée par les conséquences qu'elle aura pour l'adolescent. Voici la liste des décisions classées par ordre décroissant de gravité: garde en milieu fermé; détention pour traitement; garde en milieu ouvert; probation; amende; indemnisation; remboursement de l'acquéreur; indemnisation en nature; ordonnance de travaux communautaires; restitution; interdiction; saisie ou confiscation; autres décisions; et libération inconditionnelle.*

4 *Y compris interdiction, saisie, confiscation et tout autre genre de décision.*

5 *Les données pour les exercices financiers 1984-1985 et 1985-1986 peuvent se rapporter à des causes impliquant des adolescents dont les niveaux d'âge minimum et maximum sont différents.*

– *nul ou zéro*

Canada

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada
1010033174